



**EMPLOIS, SALAIRES
PROTECTION SOCIALE**

**L'ANTIDOTE
AU PLAN
MACRON**

ORGANISMES SOCIAUX SÉCURITÉ SOCIALE

LES RAISONS DE LA CAMPAGNE !

Depuis son élection à la tête de l'État, Macron affiche sa préférence pour les riches et les nantis en orientant son plan gouvernemental en leur faveur. Est-il besoin d'énumérer la liste de toutes les mesures qui en découlent et qui n'ont d'autres consé-

quences que de précariser le salariat, ponctionner les retraités, s'en prendre aux étudiants ou aux plus modestes, stigmatiser les privés d'emploi ou les migrants, et s'attaquer à notre système de protection sociale.

LE PLAN MACRON : UN POISON !

C'est un poison que distille Macron en lieu et place de la richesse créée qui n'est pas partagée. C'est un poison qui s'insinue dans tous les champs de notre société au grand bonheur du MEDEF et du patronat qui n'attendaient que ça.

Pour mieux nous tromper Macron concerte, Macron auditionne, Macron négocie... Mais en réalité il ne fait qu'injecter un poison qui disperse nos forces militantes sur chacun des sujets qu'il fait mine de vou-

loir « discuter » (Code du travail, retraite, Assurance chômage, Formation professionnelle, Apprentissage, etc...) alors que tout est déjà solidement inscrit dans son programme dévastateur.

C'est à un travail de sape de l'État Nation auquel nous assistons. La France est désormais considérée et vendue comme un produit : C'est ce qui s'est passé à Davos, lorsque notre Président est allé vendre en anglais notre pays aux milliardaires présents.

NOTRE PREMIER COMBAT A CONSISTÉ À CHERCHER UN ANTIDOTE ET NOUS L'AVONS TROUVÉ :

CRÉATION D'EMPLOIS, HAUSSE DES SALAIRES, PROTECTION SOCIALE DE HAUT NIVEAU !

Dès lors, il s'agit de relever la tête et de refuser ce Plan Macron. Tous les jours des luttes sont conduites en France, dans de nombreuses entreprises, mais également d'établissement de nos secteurs professionnels. Les salariés sont remontés contre les conséquences de ce poison qu'on veut nous forcer à avaler. Le seul combat et le seul antidote que nous devons opposer à ce poison, c'est la création d'emploi, l'aug-

mentation des salaires et la garantie d'une protection sociale de haut niveau.

L'heure des constats est dépassée, nous savons où veut nous conduire le Gouvernement Macron/Philippe, c'est pourquoi notre campagne est délibérément orientée vers les luttes dans une logique de propositions.

CRÉER DES EMPLOIS !

● CRÉER DES EMPLOIS !

Depuis des décennies, les suppressions d'emploi sont la conséquence de politiques conduites au service de la finance et du marché, qui exigent de plus en plus d'austérité et de flexibilité. L'austérité tue pendant que des centaines de milliards sont chaque année donnés aux entreprises qui promettent de créer des emplois qu'elles détruisent pour rechercher des profits. La richesse créée par le travail est donc distribuée pour détruire nos emplois ! Un comble de cynisme !

● RÉPONDRE AUX BESOINS !

Il s'agit, dans nos secteurs de la fédération nationale CGT des personnels des organismes sociaux, de créer des emplois pour répondre aux besoins de la population en matière de protection sociale.

Cela signifie qu'il faut ouvrir de nombreux lieux d'accueil de proximité et recruter du personnel pour pouvoir accueillir le public ou les usagers.

Il s'agit de répondre aux besoins en matière de santé, de retraite, de logement, d'aide aux familles, d'accompagnement vers l'emploi, de perte d'autonomie etc...

● CRÉER DES EMPLOIS PÉRENNES !

Le CICE (110,6 milliards entre 2013 et 2018 !), les exonérations et suppressions de cotisation sociales, sont finalement des destructeurs d'emplois et de notre système de protection sociale.

Créer des emplois, c'est d'abord et avant toute chose créer des emplois stables, pérennes, c'est-à-dire en CDI temps plein payés à des salaires décent. Notre fédération fixe le salaire minimal à 2 000 euros bruts.

AUGMENTER LES SALAIRES !

● AUGMENTER LES SALAIRES !

Évoquer les salaires, c'est forcément évoquer le coût du capital. Le travail n'est pas un coût mais un atout économique et social, tandis que le capital coûte de plus en plus cher pour la société.

● QUI CRÉE LA RICHESSE ?

C'est le travail humain qui crée de la richesse et donc de la valeur ajoutée. La part des salaires diminue dans la valeur ajoutée produite au profit du capital à hauteur d'environ 100 milliards par an.

Non seulement nous produisons la richesse par notre travail, mais en plus la part qui nous en revient diminue.

Pire, l'État distribue aux entreprises des aides sans contrepartie que ce soit en création d'emplois ou de hausse de salaires.

● LA HAUSSE DES SALAIRES POURQUOI ?

La hausse des salaires est nécessaire pour accroître la consommation et accélérer la croissance économique.

La consommation des ménages compte pour 55% du PIB, et la hausse du PIB est due par la consommation des ménages pour 47%.

Il faut donc augmenter les salaires notamment pour rééquilibrer la part des salaires dans la valeur ajoutée, améliorer nos conditions de vie et nous assurer une vie décente et accroître les ressources de notre protection sociale.

UNE PROTECTION SOCIALE DE HAUT NIVEAU !

NOTRE BIEN COMMUN : UN DROIT, UNE NÉCESSITÉ !

Nous sommes attachés et nous devons défendre et garantir notre protection sociale, en ce qu'elle est un élément fondateur de notre État social. L'État social dans une acception large repose sur 4

pilliers : la protection sociale et le droit du travail, mais aussi les services publics et les politiques macroéconomiques de soutien à l'activité et à l'emploi.

● UNE IDÉE TOUJOURS NEUVE !

Notre système actuel de protection sociale est inspiré par le Conseil National de la Résistance, il est fondé sur les principes de solidarité, d'universalité, de démocratie et son financement est assis sur la richesse créée par le travail. Notre protection sociale est donc notre richesse, elle est facteur de développement et de croissance.

● LA SANTÉ POUR TOUS !

C'est le paiement des indemnités journalières en cas de maladie, d'accident du travail ou de maladie professionnelle, c'est la prise en charge des frais médicaux (médicaments, hospitalisation...), paiement de pension d'invalidité.

● LE DROIT À LA MATERNITÉ, À L'ÉDUCATION DES JEUNES ENFANTS ET AU LOGEMENT

Prestations familiales (allocations familiales, aides pour la garde d'enfants), Prestations liées à la maternité ...

● LE DROIT DE VIVRE SA VIEILLESSE DIGNEMENT ET LE DROIT À L'AUTONOMIE

Ce sont les retraites et pensions de réversion, mais c'est également l'aide au maintien et aux soins à domicile, ou l'accueil dans des structures adaptées pour les personnes âgées ou atteintes de handicaps...

● LE DROIT À L'EMPLOI

C'est aussi l'accompagnement visant l'insertion, la réinsertion professionnelle, mais également l'indemnisation des demandeurs d'emploi, le droit à l'accompagnement global ...



EMPLOIS, SALAIRES, PROTECTION SOCIALE

DANS LA SÉCU LES SALARIÉS REFUSENT :

- Les suppressions d'emplois,
- Les dégradations des conditions de travail,
- Le gel des salaires,
- Les départs à la retraite non remplacés,
- La non reconnaissance des qualifications,
- La dégradation du service rendu aux usagers ...

LES CONSÉQUENCES DES COG :

Les COG qui viennent d'être votées ne permettront pas d'accomplir un service public de qualité et mettent en péril notre Sécurité sociale déjà affaiblie depuis les années 2000 !

(L'OMS, en 2000 avait placé la France en 1^{er} position pour son système de santé. En 2017 notre pays se hisse difficilement à la 15^{ème} place...)

LES COG POUR LES ANNÉES À VENIR C'EST LA SUPPRESSION DE :

- 8 000 ETPMA rien que dans la branche Maladie
- 895 ETPMA dans la branche retraite
- 1150 ETPMA dans la branche recouvrement.

Et plus de 20 Milliards de cotisations qui sont perdus par an.

Alors qu'un service public de qualité est une des clés pour répondre aux enjeux économiques, écologiques et sociaux d'aujourd'hui, et bien que la Sécurité Sociale ait joué un rôle majeur d'amortisseur dans la crise financière de 2008, les attaques pleuvent sur elle !

CAC 40, ÉVASION ET FRAUDE FISCALES !

La France, avec 44 milliards d'euros de dividendes reversés aux actionnaires du CAC 40 (sur les 93 milliards d'euros de bénéfices), est championne d'Europe, alors que dans ce même temps, près de 1000

milliards d'euros échappent chaque année aux caisses des États européens entre l'évasion fiscale, la fraude fiscale et le non-paiement des cotisations patronales !

ENSEMBLE NOUS POUVONS IMPOSER D'AUTRES CHOIX

Devant un tel projet de casse de nos organismes, touchant tous les aspects quotidiens de nos vies (revenus, emploi, logement, retraite, services publics, qualité de soins, couverture maladie etc.)

Il n'y a qu'une solution !

Agir, s'organiser, se syndiquer et lutter. C'est bien le défi du moment qu'appelle de ses vœux la CGT.

IL DEVIENT URGENT DE STOPPER TOUT CELA EN EXIGEANT

- **La valeur du point à 10 €.**
- **Le salaire d'embauche à 2 000 € brut**
- **La transformation de la prime d'intéressement en un demi mois de salaire socialisé pérenne.**
- **Une classification qui permette un vrai déroulement de carrière...**
- **L'arrêt des suppressions d'emplois,**

- **Des moyens supplémentaires et adaptés permettant de rendre un service public de qualité,**
- **La suppression de toutes les exonérations patronales de cotisations sociales,**
- **L'arrêt des sanctions disciplinaires et des licenciements pour insuffisance professionnelle injustifiés.**